

Peter Jull

Le nouveau premier ministre australien, Malcolm Turnbull, a annoncé lors de la première réunion du conseil pour un référendum national qu'il attendait de ses membres la présentation d'un plan détaillé de réforme constitutionnelle pour la reconnaissance des autochtones au Parlement en juin 2016. Cette initiative est soutenue à la fois par l'ancien premier ministre Tony Abbott, qui a été remplacé en septembre 2015, et par le chef de l'opposition travailliste au Parlement. Abbott a été perçu par beaucoup comme un homme qui pourrait impulser un mouvement national pour l'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres en raison de ses initiatives personnelles et de son engagement en faveur des communautés autochtones. Chaque année, il passait en effet une semaine ou plus dans une ou plusieurs communautés autochtones isolées, incitant d'autres ministres et hauts fonctionnaires à le rejoindre dans son travail en faveur de ces communautés.

Le nouveau conseil est dirigé par l'homme d'Etat aborigène Patrick Dodson et comprend notamment le professeur Megan Davis (présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones aux Nations Unies), le patriarche de terre d'Arnhem Galarrwuy Yunupingu, et le leader de la région du Cap York Noel Pearson ainsi que d'autres notables, autochtones et non autochtones. Le conseil doit tenir des conventions à travers le pays afin d'élaborer un modèle qui puisse être soumis à un référendum national, possiblement dès le début de l'année 2017¹. A l'heure actuelle, l'opinion publique semble en faveur d'un changement mais l'Australie abrite un petit contingent très expressif de critiques patentés qui feront certainement remonter toutes les angoisses possibles à la surface du débat public.

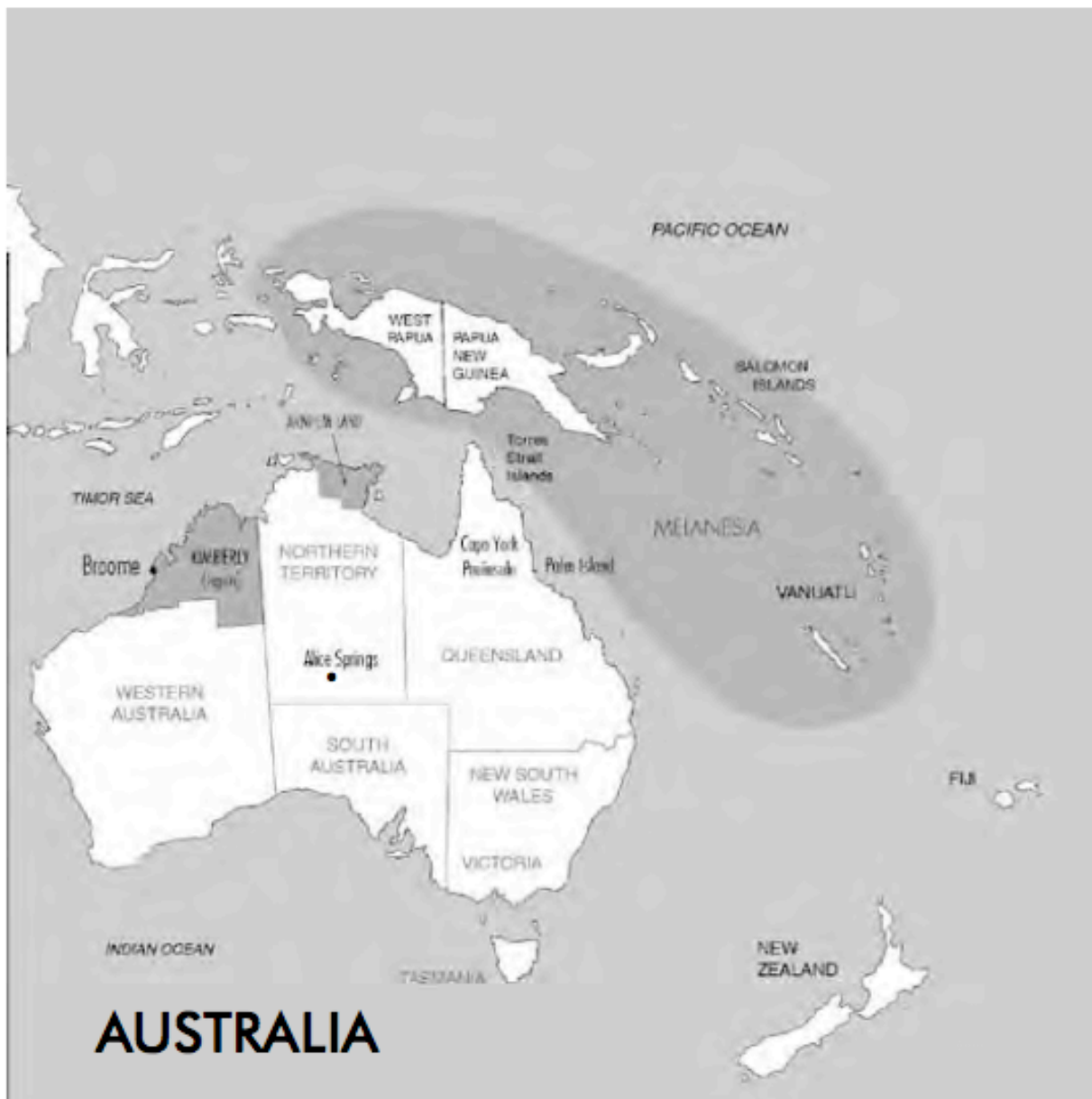
Justice sociale

Chaque année, une ou plusieurs tragédies en termes de justice sociale viennent perturber les médias et la conscience sociale et politique des élites australiennes. Ces fiascos déclenchent inmanquablement des épanchements de culpabilité et de souffrance à la suite d'un décès, ainsi que des assertions futiles telles que « cela ne doit plus jamais se reproduire ! ». Tel a été le cas, ces dernières années, de madame Dhu, le pseudonyme d'une jeune femme aborigène d'Australie Occidentale, dont la prise en charge par un certain nombre de personnels des prisons, de la police et du secteur médical, agissant chacun de manière indépendante, l'a effectivement condamnée à mort.

Des témoins affirment qu'elle suppliait qu'on l'aide mais que ses appels ont été rejetés par des fonctionnaires assermentés sous prétexte qu'ils auraient plutôt témoigné d'un « problème mental ». Ils ont ri de sa situation et, selon les récits publiés dans le quotidien *The Australian*, lorsque cette jeune femme est « devenue silencieuse », deux officiers de police l'ont traînée sur le sol. Ils se sont moqués d'elle, se tenant autour d'elle en rigolant.

¹ *The Australian*, 15-12-2015, Page 1

Le point commun à ces incidents, malheureusement réguliers, est que, pour des pans entiers de la population australienne majoritaire, les vies noires ont très peu d'importance.



Violence personnelle

Ces dernières années, plusieurs épisodes dramatiques de meurtres de femmes et/ou d'enfants par des non autochtones ont amené l'Australie à adopter des mesures de communication et des politiques publiques contre la violence domestique, y compris en établissant des ministères dédiés à cette question, au niveau des Etats comme au niveau fédéral.² L'Australie autochtone connaît de nombreux problèmes de ce genre que le gouvernement conservateur de Howard, dans les années 2000, s'est employé à faire connaître afin de discréditer les revendications politiques, juridiques et sociales des autochtones. Des dirigeants publics sont actuellement nommés et incités à faire

² <http://www.dpmc.gov.au/office-women#about> ; <https://www.communities.qld.gov.au/gateway/about-us/our-ministers/minister-for-communities-women-and-youth-minister-for-child-safety-and-minister-for-the-prevention-of-domestic-and-family-violence>

campagne contre la violence domestique, notamment des personnalités élues « Australien de l'année ».

Des liens ont déjà été faits entre les campagnes australiennes et canadiennes pour lutter contre la récurrence de meurtres ou d'enlèvements de femmes autochtones le long des routes de ces pays³. Les deux pays ont des styles distincts mais très efficaces de communication sociale et politique et peuvent sans doute bien travailler ensemble, aujourd'hui et à l'avenir. La nouvelle Commission royale canadienne devrait effectuer une visite en Australie et y consulter des groupes d'autochtones et d'experts⁴.

L'Australie du Nord

Le monde moderne a connu de nombreux projets de développement des hinterlands : à partir des années 1500 pour l'Espagne au Nouveau Monde et pour la Russie à l'est de l'Oural, depuis 1600 pour la France et la Grande-Bretagne en Amérique du Nord, sans oublier le Portugal, les Pays-Bas, l'Allemagne et d'autres ; mais, de nouveau, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des pays comme l'Australie, les Etats-Unis (en Alaska), le Canada, la Chine et les Etats d'Amérique Latine ont utilisé des équipements lourds et des fantasmes nationalistes pour s'étendre et croître dans leur hinterland. Ce n'est que récemment que les peuples de ces régions ont commencé à réagir, s'emparant des idéologies nationalistes de la majorité pour affirmer leurs propres aspirations⁵.

L'Australie est entrée dans une nouvelle phase de ferveur pour le développement du nord ces deux ou trois dernières années. Déjà embarquée dans son projet « Remote Focus » (focalisation sur les régions isolées) centré sur Alice Springs, au centre du continent, cette nouvelle poussée paraît se concentrer sur les franges du continent et met l'accent sur l'ingénierie civile ainsi que les grands projets d'industrie et de transport. Il est trop tôt pour savoir si ces velléités vont aboutir à quoi que ce soit de substantiel bien que le premier ministre se soit limité, de manière plutôt sensée, à plaider en faveur de quelques barrages et de quelques projets de routes qui auraient du sens dans n'importe quelle saison et n'importe quelle décennie. Les délais resserrés en Australie entre les élections d'Etat et les élections nationales rendent l'engagement politique et les résultats substantiels compliqués à maintenir.

L'emphase mise dans le projet « Remote Focus » (voir les rapports Le monde Autochtone de ces dernières années) sur les politiques « d'Etat failli » et sur la gouvernance à travers la plus grande part de l'hinterland australien est « cruel mais juste » comme le diraient les Monty Python. Les choses ne s'améliorent cependant pas. Tandis que les gouvernements et les ministres publient des communiqués encourageants, les observateurs les plus attentifs ne sont pas dupes.

L'analyse prévalant actuellement dans le service public est aujourd'hui assez différente : l'objectif principal est la gestion du dysfonctionnement et du déclin. Peu de fonctionnaires expérimentés, face aux statistiques décourageantes qu'ils reçoivent des communautés autochtones du centre et du nord, croient que l'Australie aborigène des régions isolées ait quelque avenir. Ils anticipent plutôt un lent processus d'assimilation et une dérive des jeunes générations du bush vers les

³ <https://newmatilda.com/2015/12/15/in-canada-and-australia-aboriginal-women-reporting-disappearances-meet-entrenched-police-racism/>

⁴ <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1448633299414/1448633350146>

⁵ Jull P, 2003: "The Politics of Sustainable Development", in Indigenous Peoples: Resource Management and Global Rights, ed. Svein Jentoft, et al. Eburon, Delft, 21-44. Texte intégral en ligne : <http://eprint.uq.edu.au/archive/00000097/>

centres urbains régionaux ainsi qu'une diminution marquée des modes de vie et cultures traditionnels.

En dépit de leur prétention à contribuer aux objectifs de développement durable, ces fonctionnaires ont peu d'espoir de voir des économies soutenables développées dans les profondeurs du *bush*. Leur véritable tâche consiste à maintenir un contrôle étroit sur le domaine aborigène à travers des dispositifs tels que le contrôle des revenus, et à servir d'observateurs, simples témoins de la tragédie en cours qu'ils ont été incapables d'empêcher⁶.

Les paradoxes du nord

Bien que le développement du nord puisse être oublié dans le brouillard des autres débats nationaux ou des guerres extérieures, cela n'est pas nécessairement le cas. La question pour les peuples autochtones est que « de l'autre côté des océans », c'est-à-dire dans l'hémisphère nord, la poussée des gouvernements et de la grande industrie dans les hinterlands a provoqué la résistance des autochtones. Le mouvement international pour les droits des peuples autochtones a été créé en grande partie par l'avidité, la négligence environnementale et l'impatience des appétits sur les « frontières de l'énergie », particulièrement pour ce qui concerne les grandes compagnies pétrolières.

Conclusions

Bien que l'Australie « souffle le chaud et le froid » sur les questions internationales et le multilatéralisme, l'actuel ministre des affaires étrangères et le premier ministre sont connectés au monde et prennent au sérieux leurs liens et leurs obligations à l'international. Ce n'était pas le cas de l'ancien premier ministre Tony Abbott à moins qu'il ne s'agisse d'une question militaire. Les deux premiers ministres Abbott et Turnbull appartiennent au même parti politique ; il est dès lors peu surprenant que la politique étrangère de l'Australie souffre d'inconstance. La plupart des Australiens préfèrent ne pas considérer la scène internationale comme pertinente pour leur situation, raison pour laquelle une minorité, vigoureuse mais trop silencieuse, se jette de manière d'autant plus déterminée dans le bon travail international.

Au niveau national, dans le domaine des arts et de la culture, dans celui de la politique et de la conscience sociale, les peuples autochtones ont obtenu ces dernières années beaucoup d'attention. Cela est susceptible de croître encore avec la campagne pour une reconnaissance constitutionnelle. Néanmoins, l'on est souvent surpris par le manque de compréhension des différences ethnoculturelles et par la compréhension limitée de ces enjeux, de la part de l'opinion publique comme des porte-parole officiels.

***Peter Jull** est membre du comité de conseil international d'IWGIA*

*Source : IWGIA Indigenous World 2016
Traduction de l'anglais par **Martin Preaud**,
Membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique*

⁶ Rothwell, The Australian, 20-2 2015, "Cashless... bankrupt indigenous policy"